

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fondlayé
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV 24-0195
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 juin 2024 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

EDF PEI de Bellefontaine fait l'objet d'une visite périodique annuelle sur la thématique des risques chroniques, objet de la présente inspection.

Ces activités de combustion sont visées par la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées (ICPE) relevant de la directive IED. L'application de la directive IED a fait l'objet d'un arrêté

de prescriptions complémentaires daté du 25 mars 2024.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 48.V	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Conditions de rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet
2	Dispositions post-lubrizon	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Conditions de rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 8.1	Sans objet
5	stocks de rechange des équipements de traitement des fumées	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

EDF maîtrise les dispositions de la directive IED dans le suivi de son autosurveillance, la gestion des pannes et dysfonctionnement et le contrôle de ses performances d'abattement des polluants. L'inspection invite l'exploitant à poursuivre ses actions concourant à l'amélioration continue de son process et à la réduction de ses impacts dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Exclusion des mesures en cas de panne sur l'appareil de mesure
Prescription contrôlée : Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet
Constats : L'exploitant a demandé la confirmation de la portée de cette disposition, à savoir si les exclusions de mesures incluent les pannes matérielles dites de process sur le traitement des fumées (par exemple : panne sur une vanne de régulation d'injection d'urée) ou littéralement les pannes sur les appareils de mesure en continu. L'inspection confirme qu'il s'agit d'exclure uniquement les périodes de dysfonctionnement ou d'entretien des appareils de mesure en continu. Les conditions de surveillance des émissions dans l'air lors d'une avarie sur un dispositif de réduction des émissions sont encadrées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 qui fixe notamment la disposition suivante : « <i>La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces</i>

dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants. »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions post-lubrizon

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements et analyses dans l'environnement en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]

Constats :

L'exploitant est en concertation avec Madininair quant à l'application des dispositions « Post-Lubrizon » sur les modalités de prélèvements et d'analyses air, eau et sol en cas d'accident. Les industriels de la Martinique visés par cette démarche (les ICPE classées Seveso seuil bas et haut) en association avec les services de l'État collaborent dans la mise en place d'une aide mutuelle dénommée Force d'Intervention Rapide (FIR). L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées au fil de l'eau de l'avancée des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 48.V

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe par un laboratoire d'analyse agréé

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés par l'arrêté préfectoral par un laboratoire d'analyse agréé.

Constats :

Le rapport environnemental 2023 transmis par EDF par courriel du 14 mai 2023 fait état de dépassements sur la température et le pH des rejets aqueux dans la rivière Fond-Laillet suite aux analyses externes réalisées par le laboratoire SGS en août 2023. Il s'agirait du non-respect des normes

COFRAC pendant le transport des échantillons vers l'hexagone causé par un contrôle douanier à l'aéroport de Martinique. L'exploitant a mis en demeure son prestataire (SGS est prestataire de plusieurs centrales EDF) pour que les prochains résultats de la campagne de surveillance externe soient conformes aux normes et permettent l'interprétation des résultats. Il est rappelé qu'une telle défaillance du prestataire n'exonère pas l'exploitant de ses obligations de contrôle externe à minima annuel, celui-ci permet notamment d'éviter des dérives sur son autosurveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conditions de rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Teneur en oxygène
Prescription contrôlée : Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.
Constats : Le rapport environnemental 2023 précité présente les bilans annuels de surveillance des rejets atmosphériques établis avec un taux d'oxygène à 5 % au lieu de 15 %. Les résultats bruts à 15 % sont cependant présents en annexe. Pour rappel, le taux à 5 % d'oxygène était une condition de mesure figurant dans l'arrêté d'autorisation initiale du 10 novembre 2010 et qu'en application de la directive IED et des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2024 traduit les résultats des mesures exprimés avec un taux à 15 %. La forme et le contenu du rapport est estimé recevable. Afin d'améliorer la lisibilité des résultats, il est toutefois demandé que les synthèses des mesures soient exprimées avec un taux de 15 % d'oxygène, conformément aux dispositions en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : stocks de rechange des équipements de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des couches de réduction catalytique sélective (SCR)
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits et de matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement produits de neutralisation...
Constats : Le système de traitement des fumées est constitué de couches de catalyseurs (6 couches) au niveau du système de traitement des fumées (Réduction Catalytique Sélective : SCR) qui sont changés lors des grandes visites des moteurs (12 000 h, 24 000 h, ...). L'inspection s'est intéressée à la gestion des stocks de ces couches de rechange. L'exploitant dispose en permanence de 2 couches de catalyseurs, le stockage de pièces supplémentaires a un coût et risque de dégrader l'équipement sans condition de conservation satisfaisante. En cas d'impérieuse nécessité, la centrale EDF de Jarry en Guadeloupe dispose d'équipements similaires qui peuvent être acheminés dans de brefs délais. Cette logistique est estimée suffisante par l'inspection : en cas d'avarie soudaine sur un dispositif SCR, l'exploitant est en capacité de maintenir une production électrique et réaliser

les actions correctives dans des délais restreints.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en MES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : MES : 2,5 mg/l en concentration moyenne journalière</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets dans la rivière Fond-Laillet présentent des dépassements chroniques sur le paramètre MES. Ces dépassements seraient liés notamment aux taux de chlorures présents dans les eaux des-salées de process. L'exploitant avait demandé en 2016 une augmentation de la VLR à 16 mg/l, taux naturellement présent dans le milieu aquatique. L'exploitant a opéré en 2024 des prélèvements dans le milieu dont les résultats ne lui ont pas été restitués à ce jour. Compte tenu de ces éléments, l'inspection demande que l'impact de ses rejets soit étudié et qu'une demande de dérogation argumentée sur la qualité des rejets soit présentée, celle-ci intégrera l'étude de toute autre disposition de surveillance représentative des rejets selon les dispositions réglementaires en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois